

La Chine et le Brésil peuvent-ils aider l'Afrique à se nourrir?

L'Afrique peut tirer d'importants enseignements des réussites d'autres pays du Sud en matière de développement, mais aussi des défis auxquels ceux-ci ont été confrontés. Les partenariats Sud-Sud conclus autour de défis communs tels que l'agriculture, l'adaptation au changement climatique, l'eau et la santé peuvent entraîner d'énormes progrès en termes de réduction de la pauvreté et de développement durable. Dans de nombreux pays d'Asie et d'Amérique latine, notamment en Chine et au Brésil, la croissance de l'agriculture stimule la croissance d'autres secteurs et aide à réduire la pauvreté. Comme le montrent ces exemples, ces pays désireux d'évoluer d'une économie agricole à une économie industrialisée et à plus hauts revenus peuvent y parvenir de différentes manières. En tenant compte de toutes ces possibilités et en prenant conscience des inconvénients mais aussi des opportunités qui y sont associés, les pays africains pourront plus aisément s'engager sur la route de la croissance afin de sortir de la pauvreté.

– PDDAA: «Tisser des liens Sud-Sud»ⁱ

Les gouvernements nationaux cherchent depuis longtemps à savoir comment l'Afrique peut se nourrir et comment le secteur agricole pourrait accroître son efficacité comme moteur de croissance et de développement. Les donateurs occidentaux ont intensifié leur aide à la suite de la crise des prix des denrées alimentaires de 2007-2008. Toutefois, l'apparition de la Chine et du Brésil en tant qu'acteurs majeurs a suscité l'espoir que les modèles agricoles innovants des «puissances émergentes» puissent être transférés ou adaptés aux pays africains.

Ce Point Info repose sur les conclusions des recherches les plus récentes menées par Future Agriculturesⁱⁱ au sujet de l'engagement en faveur du développement de l'agriculture dans quatre pays africains. Les questions posées sont les suivantes:

- Quelle est la réalité des différents modèles et voies de développement agricole de la Chine et du Brésil?
- Comment la Chine et le Brésil s'engagent-ils dans le développement agricole en Afrique?

- Comment l'Afrique doit-elle accueillir ces nouveaux engagements: à bras ouverts ou avec précaution, en les considérant plutôt comme des gagnants ou des perdants?

La Chine dans l'agriculture africaineⁱⁱⁱ

La Chine est engagée dans le développement économique de l'Afrique depuis les années 1960 en fournissant des infrastructures, en y envoyant des experts et en mettant en œuvre des programmes de développement agricole. Déjà bien avant cette période, la présence de ce pays sur le continent concernait le commerce et la politique. De nouveaux engagements découlent également du fait que la Chine a besoin de plus en plus de ressources naturelles pour alimenter son économie en plein essor, ce que l'on appelle la «diplomatie des ressources».^{iv}

Le commerce bilatéral entre la Chine et l'Afrique a fortement augmenté depuis les années 1990, jusqu'à atteindre 200 milliards de dollars en 2012. Cette évolution est due à la présence d'entrepreneurs chinois en Afrique et de négociants africains en Chine, ainsi qu'à de substantiels investissements réalisés par des entreprises quasi-privées qui peuvent compter sur un solide appui de l'État chinois. De nombreux investisseurs s'intéressent à l'agriculture, y compris le secteur de la transformation des produits agricoles et celui de la production à grande et à petite échelle. Des investissements dans des infrastructures majeures ont été facilités par des prêts commerciaux accordés par la Banque chinoise de développement. Grâce à des prêts à conditions préférentielles octroyés par le biais de la Banque chinoise d'import-export (Exim), des fonds substantiels assortis de conditions relativement peu exigeantes ont été injectés en Afrique^v. Même si d'aucuns craignent que ces prêts n'enclenchent une nouvelle phase

d'endettement en Afrique, les responsables politiques du continent soutiennent que, s'ils sont utilisés de façon stratégique, ils pourront apporter les financements indispensables à la reprise et à la croissance.

La Chine ne parle pas d'«aide» au développement, mais le ministère des affaires étrangères fournit des ressources directes de gouvernement à gouvernement, y compris en faveur du développement agricole.^{vi} Les aides ne sont généralement pas octroyées avec des conditions évidentes, mais un certain degré de réciprocité est attendu: aide, commerce et investissement sont des éléments entremêlés dans ce nouveau type de relation.

Un accord de coopération au développement très en vue a mis en place 15 centres de démonstration agrotechnologique (ATDC) en Afrique, et prévoit d'en établir 10 de plus. Ces centres mettent en œuvre des technologies chinoises dans le cadre de partenariats conclus avec des gouvernements africains. Les partenaires chinois construisent de nouveaux centres de recherche et de démonstration et les dotent de personnel et de fonds pendant trois ans. Les ATDC, qui sont gérés par des entreprises quasi-privées au nom de l'État chinois, dispensent des formations intensives et mènent des activités de recherche et de démonstration relatives à des technologies chinoises.

Comment l'engagement chinois envers l'agriculture africaine est-il présenté?

Les commentateurs chinois soulignent l'importance de l'agriculture pour la transformation économique de la Chine. On répète souvent que la Chine alimente 20% de la population mondiale avec 10% des terres arables de la planète. Quand il s'agit de le

justifier, on explique que cette prouesse a été rendue possible grâce à l'approche particulière adoptée par la Chine pour sa transformation agraire, basée sur l'intensification des petites exploitations agricoles utilisant de la main-d'œuvre et des technologies appropriées au fil des siècles. Cette expérience est présentée comme une base de partage et d'apprentissage entre la Chine et l'Afrique, laquelle cherche à s'intensifier et à se commercialiser.

L'expérience chinoise de l'agriculture à grande échelle – qui consiste à regrouper les exploitations à petite échelle du nord de la Chine et à créer d'énormes fermes de production céréalière mécanisée – est présentée comme un autre modèle. Cela malgré les défis sociaux, économiques et écologiques posés par cette

activité en Chine. Certaines des entreprises quasi-privées qui gèrent les CDA en Afrique^{vii} sont aées davantage sur des activités agricoles à grande échelle que sur la *success story* des fermes tenues par de petits exploitants.

Le Brésil dans l'agriculture africaine

La place des petits exploitants et des exploitations plus importantes dans le développement du Brésil et dans sa vision de l'agriculture africaine peut également faire l'objet d'un débat. Le Brésil, l'un des géants du commerce mondial de produits agricoles, notamment le bœuf, la volaille, l'éthanol et le soja, est considéré comme un exemple de *success story* du développement agricole. L'agriculture brésilienne bénéficie d'un soutien



©FAO/Franco Mattioli

Des experts agricoles dispensent des formations intensives et font la démonstration de technologies chinoises.

fort de l'État, d'un niveau élevé de mécanisation et d'une forte intégration verticale de l'industrie et des exportations.

La «transformation» du *Cerrado*, une région de savane autrefois considérée comme improductive, en une zone de production hautement mécanisée de soja et de maïs, est présentée comme un modèle pour le développement de l'Afrique. Toutefois, d'autres sons de cloche nous parviennent du *Cerrado*: des fermes familiales qui produisent la majeure partie des denrées alimentaires de base du Brésil (87% de la production de cassave et 70% de celle de haricots); des agriculteurs dépossédés de leurs terres et des communautés minoritaires luttant pour conserver leurs droits fonciers; des alternatives agroécologiques aux cultures transgéniques (OGM); et des groupes de défense de l'environnement qui s'opposent à l'avancée de la frontière agricole dans les forêts tropicales d'Amazonie.

Comment le Brésil s'engage-t-il dans l'agriculture africaine?

L'implication du Brésil dans l'agriculture africaine s'intensifie rapidement, passant du niveau de l'assistance technique et des échanges avec les pays lusophones à celui des investissements à grande échelle dans le secteur agroalimentaire, de la promotion des technologies agricoles sobres en carbone, de l'offre de technologies subventionnées en appui à la production des petites exploitations, et de programmes de production alimentaire liés à des programmes d'alimentation scolaire.

Jusqu'à présent, c'est le **modèle du développement agroalimentaire** qui a prédominé. Il s'agit de transférer des travaux de recherche et des technologies applicables à des cultures d'exportation de haute valeur – par

exemple le soja au Mozambique – qui sont liées aux chaînes de valeur mondiales. Ce modèle est soutenu par le ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement, ainsi que par l'Embrapa, la société brésilienne de recherche agricole. La coopération technique et les intérêts commerciaux sont étroitement liés, en particulier dans le couloir de Nacala, dans le nord du Mozambique, où le programme de coopération technique ProSavana prépare le terrain pour que des entreprises brésiennes et japonaises puissent injecter des investissements privés dans le secteur agroalimentaire [voir Encadré].

Par ailleurs, un modèle d'**agriculture familiale** est encouragé par le ministère du développement agraire (MDA), qui est chargé de superviser les exploitations concernées par la réforme agraire (souvent en opposition avec le lobby de l'industrie agroalimentaire). Le programme *More Food Africa* (désormais *International*) est la plus grande initiative de coopération lancée par le MDA en Afrique. Les pays peuvent obtenir une assistance technique de spécialistes brésiliens et importer des équipements du Brésil. Le but est d'accroître la productivité et la sécurité alimentaire en améliorant l'accès des petits exploitants aux machines agricoles. Le Ghana et le Zimbabwe ont été les premiers pays à adhérer à ce programme.

Dans les forums internationaux, le Brésil fait la promotion de son modèle basé sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire en le présentant comme une alternative venant du Sud mais, dans le cadre des programmes de coopération, ce modèle se heurte à d'importants intérêts agroalimentaires. Le concept brésilien de l'agriculture familiale à petite échelle diffère radicalement de celui qui est appliqué dans les pays africains, et pourtant il poursuit des



© Flickr-cc-by-sa-crop

Les responsables politiques africains doivent examiner l'impact de la coopération Sud-Sud sur différents groupes actifs en matière d'agriculture.

objectifs incontestablement différents des exploitations commerciales à grande échelle. Les politiciens brésiliens soutiennent que ces deux concepts sont des piliers de l'agriculture pratiquée dans leur pays et que l'Afrique peut en bénéficier.

Les mouvements sociaux et les organisations de la société civile brésiliens associés à la réforme agraire et à l'agriculture écologique continuent à remettre en question les modèles de développement du pays et peuvent aider la coopération Brésil-Afrique à prendre forme. Des liens ont déjà été tissés avec des agriculteurs du Mozambique et d'Afrique du Sud afin d'échanger des pratiques traditionnelles de gestion des semences.

Mozambique^{viii}

La Chine au Mozambique

Les relations politiques et économiques de la Chine avec le Mozambique remontent à la période antérieure à l'indépendance du pays. Au cours de la dernière décennie, les échanges et les investissements ont augmenté rapidement, à tel point que la Chine figure maintenant parmi les dix principaux investisseurs au Mozambique. Ce pays a reçu pour plus de 100 millions de dollars en prêts à des conditions préférentielles de la Banque chinoise Exim afin de réhabiliter et de développer les infrastructures agricoles dans les régions clés. Ces prêts et investissements commerciaux sont complétés par des projets

de coopération au développement et d'investissement.

La Chine a créé un Centre de démonstration agrotechnologique dans la station agricole d'Umbeluzi de l'IIAM. Ce centre est géré par Hubei Lainfeng Agricultural Development Corporation, une entreprise publique chinoise a été encouragée par la politique du «Going Out», qui a été un moteur pour l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale depuis une décennie.

Le programme d'irrigation de Xai-Xai, dans la province de Gaza, l'un des plus grands de toute la région, était resté abandonné pendant de nombreuses années, mais la réhabilitation du barrage de Massingir a fait naître l'espoir de le ranimer. Le projet d'exploitation de 300 hectares était géré par Hubei Lianfeng Mozambique Co., une filiale de l'entreprise chargée de la gestion du CDA. Parallèlement à cela, un groupe de scientifiques de l'Académie chinoise des sciences agricoles a testé avec succès 30 variétés de riz chinois et une variété mozambicaine (le riz «Limpopo»). Néanmoins, le transfert de technologie a échoué, notamment parce que les agriculteurs n'avaient pas de quoi payer les services de formation nécessaires. La société Wanbao Grain and Oil Investment Ltd. s'est maintenant vu attribuer 20 000 hectares et apporte des moyens considérables pour la production de riz et la mise en place d'installations de transformation de produits agricoles.

Au Mozambique, l'engagement de la Chine dans le développement agricole est perçu de diverses façons. Les fonctionnaires et les élites du gouvernement mozambicain expriment leur enthousiasme à l'égard des investissements et de l'assistance technique des Chinois puisqu'ils considèrent que la Chine détient la solution pour

combler les lacunes technologiques perçues dans l'agriculture du Mozambique. D'autres agriculteurs ont un avis moins positifs: «nous avons appris des choses mais, au bout du compte, tout cela s'avère inutile car nous n'avons pas les moyens de mettre en œuvre ce que nous avons appris».ix

Le Brésil au Mozambique

Le Mozambique occupe une position primordiale dans les relations Afrique-Brésil et est le premier bénéficiaire de la coopération technique brésilienne en Afrique. L'agriculture, au même titre que l'éducation et la santé, est un axe essentiel de ces relations. Par rapport à tout le continent, le Mozambique compte le plus grand nombre de chercheurs de l'Embrapa, hébergés par l'Institut mozambicain pour la recherche agraire (IIAM), qui relève du ministère de l'agriculture (MINAG). Le Mozambique est aussi une destination de plus en plus importante pour le capital privé brésilien, surtout dans les secteurs de l'exploitation minière et de la construction.

De nouvelles tendances se dessinent dans la coopération agricole entre le Brésil et le Mozambique, des tendances divergentes par rapport à celles qui caractérisent les relations avec les donateurs traditionnels:

- Une plus grande diversité d'institutions brésiliennes, chacune avec des objectifs et une vision qui lui sont propres: agences gouvernementales (notamment l'Embrapa), ministère du développement agraire, ministère du développement social et secrétariat général de la Présidence, ainsi que des mouvements sociaux tels que le Mouvement populaire paysan et le Mouvement des paysannes.

- Une évolution vers des programmes de plus longue durée et un renforcement systématique des capacités: un exemple en est le projet ProSavana, qui attire beaucoup l'attention mais suscite aussi la controverse.
- Transfert de «réussites» brésiliennes vers l'Afrique: ProSavana, More Food Africa et Programme d'acquisition d'aliments.
- Une coopération triangulaire avec le Brésil fournit une coopération technique

ProSavana Mozambique

ProSavana est l'une des initiatives les plus ambitieuses de la coopération au développement fournie par le Brésil en Afrique. Ce programme devrait couvrir 14 millions d'hectares le long du couloir de Nacala, dans le nord du Mozambique, afin de transformer ce couloir en une région à haute productivité capable de répondre aux problèmes de sécurité alimentaire. Il est inspiré de l'expérience de développement acquise dans la savane tropicale brésilienne, le *Cerrado*, qui avait été soutenue par un programme de coopération de 30 ans entre le Japon et le Brésil. Le programme ProSavana est mis en œuvre par un partenariat à trois parties formé par le Mozambique, le Brésil et le Japon.

ProSavana soutient les systèmes de production agricole à la fois à grande échelle et des petites exploitations en s'inspirant de l'expérience et des technologies du Brésil et du Japon. Le programme comporte un volet de recherches axé sur le renforcement de l'IIAM, un volet de formation et d'extension comprenant des projets pilotes de production pour les exploitations agricoles de petite taille et commerciales, ainsi qu'un plan directeur agro-industriel intégré applicable notamment aux infrastructures et aux marchés.

Bien que le programme de coopération technique ProSavana ne prévoie lui-même pas d'investissements privés, son plan directeur prépare le terrain pour les investissements brésiliens et japonais dans l'agriculture de la région. Lancé en 2012, le Fonds Nacala devrait attirer pour deux milliards de dollars de capitaux privés du Brésil et du Japon destinés à soutenir une production à grande échelle conduite par des agriculteurs brésiliens travaillant avec des agriculteurs mozambicains. Le Fonds établi pour l'Initiative de développement ProSavana entre le Mozambique et le Japon soutient différents modèles pilotes qui visent à intégrer les petits exploitants dans les chaînes de valeur. Les entreprises se voient offrir des prêts à taux d'intérêt réduits et doivent promettre d'engager de petits exploitants dans le cadre d'une agriculture sous contrat.

ProSavana a fait l'objet à la fois de louanges et de critiques au Mozambique. Le gouvernement et les chefs d'entreprise se réjouissent de la perspective de reproduire l'expérience du *Cerrado*, de l'arrivée potentielle d'investissements privés et de la modernisation de l'agriculture. De son côté, la société civile met en garde contre les risques de créer des «sans-terres», d'appauvrir les communautés rurales en les rendant dépendantes d'investissements de grande ampleur, d'occasionner des dommages à l'environnement et de compromettre la durabilité. L'Union nationale des paysans du Mozambique (UNAC) a accusé ProSavana de suivre une approche du haut vers le bas et de ne pas associer de façon significative les agriculteurs à ses projets.

et une aide financière provenant des donateurs traditionnels: Agence japonaise de coopération au développement (JICA), Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et bientôt le PAM et la FAO sous l'égide du Programme d'acquisition d'aliments.

- Des intérêts et capitaux privés sont liés à des initiatives de coopération au développement telles que More Food International et le Fonds Nacala, qui vise à mobiliser des capitaux brésiliens et japonais en faveur du couloir de Nacala.

L'engagement du Brésil et de la Chine au Mozambique

La coopération technique sert de plateforme pour l'investissement extérieur et l'exploitation du potentiel agricole du Mozambique. Les initiatives de coopération au développement et d'investissement du Brésil et de la Chine semblent coïncider avec les intérêts des élites des milieux politiques et d'affaires du Mozambique. Des investissements étrangers sont incontestablement nécessaires dans le secteur agricole. Toutefois, certains s'interrogent: Les bénéfices de ces investissements seront-ils étendus à la majorité des petits exploitants agricoles? Les centres de développement technologique, les projets pilotes et les initiatives d'extension seront-ils adéquats et judicieusement ciblés? Ou alors les élites des milieux politiques et d'affaires en seront-elles les principaux bénéficiaires grâce à des ententes avec les investisseurs extérieurs?

Ghana^x

La Chine et le Brésil ont établi d'importantes relations en matière de commerce, d'investissement et de coopération au développement avec le Ghana. Ils se sont tous

deux engagés dans une coopération Sud-Sud fondée sur le respect de la souveraineté et des intérêts nationaux, la non-intervention, la non-imposition de conditions, ainsi que sur des affinités culturelles ou une histoire commune en tant que nations colonisées. Toutefois, l'engagement de la Chine et du Brésil au Ghana doit se voir dans le contexte du développement mondial du secteur agroalimentaire et des changements politiques du Ghana en faveur de ce secteur.

Après la privatisation des services agricoles et la suppression des subventions aux intrants dans le cadre d'ajustements structurels, à partir de la fin des années 1990, la politique agricole ghanéenne a été dominée par deux thèmes: les préoccupations relatives à la réduction de la pauvreté et les stratégies différenciées mises en œuvre pour répondre aux besoins des différents types d'agriculteurs; et le développement du secteur agroalimentaire par l'accroissement de la productivité sur toute la chaîne de valeur et la mise en place d'une gouvernance de marché sur les chaînes alimentaires. Le développement agricole s'est avéré inégal, compte tenu du fait que le secteur privé s'est octroyé les secteurs les plus rentables, tels que l'horticulture, et que les donateurs injectent des fonds dans le système. Le développement du secteur agroalimentaire est entravé par le caractère inadéquat des transports et des infrastructures de recherche, ainsi que par les difficultés qui s'opposent à l'acquisition de grands terrains.

Le Brésil et l'agriculture au Ghana

Les investissements brésiliens au Ghana sont comparativement faibles mais ils se concentrent sur le secteur agricole. Ils reflètent les deux facettes de la *success story* brésilienne: un secteur agroalimentaire basé sur des plantations à grande échelle et des investissements multinationaux, et une agriculture de petits

exploitants liée à des investissements dans le secteur agroalimentaire.

Le programme More Food International permet aux agriculteurs ghanéens d'acquérir du matériel doté de technologie brésilienne, comme des tracteurs, grâce à un prêt de 98 millions de dollars qui a été accordé au gouvernement du Ghana. Ces tracteurs conviennent à des exploitations de 20 à 60 hectares. Au Ghana, sont donc concernés les agriculteurs très riches ou les associations de petits exploitants, lesquelles sont peu développées. L'apport de tracteurs n'est pas un fait nouveau au Ghana mais, avec la hausse des prix du carburant et la disparition des tracteurs bon marché, les agriculteurs ont tendance à passer à l'utilisation d'herbicides pour défricher les terres.⁴¹ Au Brésil, le programme More Food crée des synergies entre: 1) l'augmentation de production des petits exploitants; 2) l'établissement de marchés pour cette production par le biais de programmes d'alimentation scolaire (protection sociale); et 3) la création de demandes pour les industries technologiques agricoles. Toutefois, étant donné la structure institutionnelle différente, on ne sait pas au juste comment les deux premières liaisons fonctionneront dans le cas du Ghana; il en va de même pour la troisième liaison, puisque ce sont des entreprises brésiliennes qui fournissent les machines agricoles. Au Brésil, les organisations de la société civile jouent un rôle important en relayant les revendications des petits exploitants par rapport à la politique. Au Ghana, en revanche, les mouvements d'agriculteurs sont faibles et de nombreuses ONG dominantes soutiennent l'intégration des petits exploitants dans les chaînes de valeur du secteur agroalimentaire.

Les investissements du secteur privé comprennent un prêt de 260 millions de dollars accordé par le gouvernement brésilien à la société *Northern Sugar Resources* pour la création

d'une plantation de cannes à sucre et d'une usine d'éthanol, qui bénéficiera de technologies provenant d'entreprises brésiliennes et d'achats garantis par une entreprise suédoise de biocombustibles. Ce programme a cependant accusé des retards, notamment à cause de problèmes de transparence du régime foncier et de différents relatifs aux terres. Il y a actuellement des controverses concernant les exportations d'éthanol brésilien vers l'UE: la mise en place de projets bilatéraux de production d'éthanol dans un projet africain a plus de chances de bénéficier d'un accès préférentiel. Cette constatation a suscité des accusations selon lesquelles la construction d'usines d'éthanol brésiliennes en Afrique entraînerait la spoliation de terres et des destructions de biotopes naturels.

Certaines entreprises brésiliennes ont des intérêts substantiels dans la production de riz. Ainsi, la *Global Agri-Development Company* (GADCO) a lancé un programme de production de riz sur 1 100 hectares dans la région de la Volta en travaillant avec de petits exploitants agricoles pour produire un riz parfumé, très demandé sur le marché ghanéen. La GADCO travaille avec des organisations de développement et des fournisseurs de services spécialisés pour assurer la gestion technique et l'accès aux technologies brésiliennes.

La Chine et l'agriculture au Ghana

La Chine entretient de longue date des liens de coopération économique avec le Ghana, plus précisément depuis la période de Kwame Nkrumah, lorsque 200 Chinois, des techniciens et du personnel diplomatique, s'étaient installés au Ghana. Aujourd'hui, les relations économiques entre le Ghana et la Chine s'articulent autour de prêts de plusieurs milliards de dollars accordés pour développer des infrastructures et garantis par les ressources pétrolières du Ghana. Le commerce entre le Ghana et la Chine ont

connu une augmentation rapide pour atteindre actuellement une valeur d'environ 2 milliards de dollars par an. Le Ghana accuse cependant un déficit commercial considérable par rapport à la Chine: les importations ghanéennes en provenance de Chine sont dominées par des produits manufacturés, et les exportations du Ghana se composent, pour l'essentiel, de produits agricoles et de matières premières.

Cette coopération économique porte sur les infrastructures, l'énergie, les communications, l'éducation et l'agriculture. Les investissements du secteur privé chinois dans l'agriculture découlent d'engagements liés aux infrastructures et de la fourniture d'intrants basés sur des produits dérivés du pétrole. La Chine a fourni des infrastructures aux projets d'irrigation des rizières d'Affife (Weta) et de Nobewam, une usine d'engrais a été créée à Amasaman, dans la région d'Accra, par une entreprise sino-ghanéenne, et une filiale agrochimique a été installée à Kumasi par un groupe industriel chinois.

La Chine et le Brésil au Ghana

Les projets chinois au Ghana contribuent à la mise en place d'infrastructures modernes, notamment dans le domaine de l'irrigation, et à apporter des intrants et une assistance technique au pays. La Chine ne promeut pas directement les investissements du secteur privé mais tisse des relations avec le ministère de l'agriculture afin de moderniser les technologies utilisées par les petits exploitants agricoles. Ces interventions ont eu un effet marqué sur l'économie agricole et stimulé l'intérêt pour les investissements visant à moderniser la riziculture. La Chine a un grand impact sur l'économie ghanéenne mais, comme aucun débat ouvert n'a été mené au sujet de ce changement, une certaine méfiance s'est installée parmi la population du pays.

Les investissements brésiliens au Ghana visent à développer les liens qui existent entre l'agriculture et le secteur de la transformation des produits agricoles et à renforcer les capacités du secteur agroalimentaire, cela afin de créer un marché pour les technologies brésiliennes. Cette évolution ne se fera pas nécessairement au détriment de l'agriculture ghanéenne si elle stimule les liaisons avec le secteur de la transformation des produits agricoles et encourage la production nationale. De plus, l'approche brésilienne renforce la protection sociale en même temps que le secteur agroalimentaire, sans pour autant supposer que l'intégration des petits exploitants dans les marchés fera automatiquement disparaître la pauvreté rurale.

Zimbabwe^{xiii}

Le Zimbabwe a été isolé sur les plans économique et diplomatique par les pays occidentaux depuis l'an 2000, après avoir entrepris une réforme agraire. Les financements octroyés à l'agriculture se sont taris et les donateurs traditionnels n'ont plus offert d'aide humanitaire qu'aux agriculteurs des communautés et ont refusé d'appuyer les programmes à mener dans les zones nouvellement peuplées. Le gouvernement du Zimbabwe s'est alors tourné vers la Chine et le Brésil en leur demandant d'aider à ressusciter son secteur agricole. La Chine lui a offert d'importants emprunts et d'autres formes d'investissement et d'aide, et le Brésil a également promis un soutien.

La production agricole du pays a chuté de presque 80% entre 2002 et 2008. Toutefois, depuis la formation d'un gouvernement d'unité nationale et la stabilisation de la macroéconomie en 2009, la croissance a redémarré.

La Chine au Zimbabwe

Les liens avec la Chine remontent à l'époque de la lutte pour l'indépendance du Zimbabwe, dans les années 1970, et se sont resserrés avec la politique du *Look East* suivie par le pays depuis 2003. Des programmes de coopération ont été établis entre les deux gouvernements et entre des entités non publiques. Cette première catégorie comprend l'établissement d'un CDA permettant de faire la démonstration des technologies chinoises et de mener des formations et des recherches; des tournées d'étude pour le personnel du ministère de l'agriculture et le placement d'experts chinois dans l'AGRITEX (le département du développement agricole du Zimbabwe); une aide alimentaire de 14 millions de dollars; et une facilité d'emprunt de 334 millions de dollars accordée par la Banque chinoise Exim pour l'acquisition de tracteurs et un programme de mécanisation (dont la ratification n'a pas encore été donnée par le parlement du Zimbabwe en raison de préoccupations relatives à l'acompte de 10% et de la limite de 5 ans fixée pour le remboursement).

Des entreprises chinoises se sont impliquées dans la production de tabac et de coton au Zimbabwe établissant une agriculture sous contrat et en apportant des intrants aux agriculteurs à petite échelle qui les remboursent au niveau de la commercialisation. Des contractants et acheteurs chinois contribuent largement à la renaissance du secteur du tabac. La société *Tianze Tobacco* détenait une part de 12% du total des cultures commercialisées en 2011; elle était, parmi les acheteurs étrangers, la société qui offrait le prix le plus élevé pour les produits. La majorité des agriculteurs qui travaillent pour *Tianze Tobacco* se situent dans des terres nouvellement peuplées car cette société n'engage que des agriculteurs capables

de consacrer 10 hectares à la culture en question. Des contractants chinois ont également été associés à la culture du coton. Néanmoins, la société *Sino Zimbabwe Cotton Holdings* a été accusée de fournir peu ou pas d'intrants de production aux agriculteurs, de ne pas évaluer la qualité des récoltes, et d'avoir des pratiques commerciales agressives, allant jusqu'à acheter des récoltes provenant de cultures sous contrat conclu avec d'autres égreneurs de coton. À long terme, de telles pratiques pourraient nuire au secteur et pousser les négociants à réduire leur soutien en intrants.

Le Brésil au Zimbabwe

Une coopération dans le secteur agricole a récemment été mise en place avec le Brésil. L'initiative phare de la coopération Brésil-Zimbabwe est le programme international *More Food*, prévoyant un prêt de 98 millions de dollars pour la fourniture de tracteurs et de matériel d'irrigation brésiliens aux exploitations agricoles à petite échelle destiné à faciliter le renouveau du secteur et à améliorer la sécurité alimentaire. Le gouvernement du Zimbabwe contractera lui-même cet emprunt et procédera à la réaffectation des prêts correspondants aux agriculteurs, qui seront tenus de les rembourser sur 15 ans. Des problèmes pourraient cependant affecter la gestion de ces prêts car le gouvernement traverse des difficultés financières et les remboursements des agriculteurs pourraient ne pas être synchronisés avec les remboursements en faveur du gouvernement brésilien.

Les investissements privés portent sur l'usine d'éthanol de Chisumbanje, une co-entreprise d'une durée de 20 ans conclue entre l'entreprise *Green Fuels* et l'autorité de l'agriculture et du développement rural (une entité quasi-publique propriétaire des terrains où l'usine

a été construite), dans le cadre d'une entente de construction-exploitation-transfert. Des entreprises brésiliennes ont apporté le savoir-faire nécessaire à la construction de l'usine, et les cannes à sucre proviennent de l'exploitation et de petites exploitations des communautés environnantes. L'éthanol est vendu sous forme d'un mélange à 10 % avec de l'essence à un prix légèrement inférieur à celui de l'essence à 100 %. On constate toutefois que la demande est limitée pour le produit sans mélange obligatoire, un problème étudié à l'heure actuelle.

L'expérience du Brésil et de la Chine au Zimbabwe

Les investissements chinois et brésiliens au Zimbabwe sont arrivés à un moment critique, mais des questions ont été soulevées concernant la finalité, les modalités et les implications de ces engagements. Le Brésil et la Chine se concentrent sur l'investissement pour la croissance au bénéfice des agriculteurs plus riches des zones de repeuplement situées hors des limites accessibles aux donateurs occidentaux. Le programme de coopération agricole avec la Chine qui avait démarré comme un programme bilatéral a évolué pour prendre la forme d'ententes commerciales entre des entreprises privées et des institutions quasi-publiques. Le secteur du tabac en a bénéficié énormément, mais des doutes ont été émis concernant les pratiques d'une entreprise dans le secteur du coton.

La *Loi sur l'indigénisation et l'autonomisation économique* de 2010 exige une prise de participation zimbabwéenne d'au moins 51%, mais les entreprises chinoises sont exemptées de cette condition, au motif qu'elles font travailler en sous-traitance de nombreux petits exploitants locaux.

Bien que les programmes d'aide soient très nécessaires, d'aucuns craignent que cette coopération n'enfonce encore davantage le pays dans l'endettement. De plus, le gouvernement s'inquiète de ce que la plupart de ses exportations sont des produits bruts ou semi-transformés et non des produits finis, ce qui rend les exportations moins rentables et élimine de l'activité économique en général dans le pays. Enfin, il s'interroge sur le degré de transférabilité des technologies brésiliennes, étant donné les différences au niveau de la taille et des conditions d'exploitation des propriétés terriennes.

Éthiopie^{xiii}

Le gouvernement éthiopien promeut l'harmonisation et l'alignement des aides des donateurs par le biais du Forum éthiopien de haut niveau et des groupes de travail thématiques. Néanmoins, la Chine et le Brésil ne sont membres d'aucun de ces groupes de travail: leur engagement est bilatéral et revêt la forme d'arrangements institutionnels uniques. Le ministère des finances et du développement économique s'est doté d'un bureau séparé qui traite uniquement avec la Chine, tandis que la direction de l'économie et des affaires (relevant du ministère des affaires étrangères) et l'Agence éthiopienne d'investissement encouragent activement la collaboration avec le Brésil et la Chine.

Partage d'expérience en matière de gouvernance publique

Depuis 2008, tous les organismes publics d'Éthiopie ont été soumis à une «restructuration des processus d'affaires» (BPR)^{xiv} visant à rendre les services publics plus efficaces et plus responsables. Dans ce contexte, un étalonnage

des meilleures pratiques de pays du Sud – Chine, Inde, Brésil, etc. – a été réalisé à la suite de visites rendues par les équipes de BPR de tous ces organismes publics éthiopiens.

Les actions d'étalonnage couronnées de succès sont: 1) la restructuration du système de recherche agricole éthiopien sur la base du modèle indien; 2) la promotion d'une stratégie de bioénergie basée sur le Brésil; 3) des programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) agricoles adaptés du modèle chinois; 4) la création de zones agro-industrielles proches des grandes villes, adaptée du modèle chinois; et 5) l'adaptation des approches d'action de groupe pour aider les agriculteurs à s'organiser, inspirée des exemples de la Chine et de la Corée.

Coopération technique

La coopération technique entre l'Éthiopie et le Brésil s'articule autour de deux grands domaines étroitement liés: 1) recherche agricole: des discussions sont en cours entre l'Institut éthiopien de recherche agricole et l'EMBRAPA afin de convenir d'un mode de collaboration; 2) développement des biocarburants: investissement du secteur privé parallèlement à la collaboration brésilienne avec l'*Ethiopian Sugar Corporation*.

La coopération technique entre la Chine et l'Éthiopie, qui remonte aux années 1970, revêt actuellement les formes suivantes: 1) un CDA dont la mise en exploitation est prévue pour 2013; et 2) la mise à disposition de formateurs chinois dans le cadre d'un programme d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) agricoles en Éthiopie.

Attirer l'investissement privé

En parallèle avec la coopération technique, le gouvernement éthiopien promeut les opportunités d'investissement par les pays du Sud dans le pays. Jusqu'à présent, les investissements chinois et brésiliens liés à l'agriculture restent faibles, bien que l'Agence éthiopienne d'investissement ait approuvé 32 permis pour les investisseurs chinois depuis 2008. Un grand nombre de ces investissements portent sur des exploitations à petite échelle (moins de 10 hectares), généralement des unités de production de légumes, de porc et de volaille liées à des restaurants chinois et des hôtels en Éthiopie. Deux investissements dans des domaines prioritaires pour le gouvernement sont cependant consacrés à des projets à grande échelle: 100 000 hectares consacrés à une plantation de caoutchouc et 30 000 hectares à une plantation d'huile de palme.

Coopération Sud-Sud en Éthiopie

Le Brésil et la Chine entretiennent des relations de coopération d'un genre unique avec l'Éthiopie. Leurs activités essentielles concernent la gouvernance du secteur public, la coopération technique et les mesures pour attirer les investissements privés et publics. L'approche de l'«État développementaliste» suivie par le gouvernement éthiopien semble produire des résultats dans le secteur agricole, où la coopération Sud-Sud joue un rôle important.

Points clés pour les décideurs

La Chine et le Brésil se sont lancés dans la coopération Sud-Sud et engagés dans le développement en Afrique. Les relations sont

complexes et impliquent de multiples acteurs: les programmes de coopération s'établissent entre gouvernements mais il existe d'autres niveaux d'engagement, favorisés notamment par le commerce, l'investissement des secteurs privés brésilien et chinois et l'implication des mouvements sociaux brésiliens.

La Chine est devenue l'un des plus grands partenaires de commerce et d'investissement de l'Afrique. Elle y met en place des infrastructures modernes et y apporte un soutien technique afin de donner une base pour la croissance et de futurs investissements. Néanmoins, de nombreux pays africains accusent un large déficit commercial par rapport à la Chine ainsi que des difficultés pour rembourser leurs emprunts.

Les investissements brésiliens soulignent les liaisons existant entre l'agriculture et la transformation des produits agricoles, qui créent des possibilités de transfert des technologies et services brésiliens vers les agriculteurs africains, le crédit étant apporté par les banques de développement. La coopération brésilienne fait progresser toute une série d'expériences politiques, notamment l'agriculture «familiale» à petite échelle et les approches de la protection sociale, parallèlement au développement du secteur agroalimentaire. Néanmoins, il reste à établir la cohérence et la complémentarité potentielle entre ces différents types d'expériences.

Les responsables politiques africains doivent examiner de façon critique les modèles chinois et brésiliens et leur impact sur différents groupes au sein du secteur agricole. Quel type de coopération technique et de coopération au développement est nécessaire pour développer les économies rurales? Comment les pays africains peuvent-ils s'engager dans la mise en

place de la coopération Sud-Sud, l'appropriation des projets et la promotion des intérêts des populations rurales et du secteur agricole?

End Notes

- ⁱ PDDAA (2008), *Tisser des liens Sud-Sud: PDDAA et Asie*. Partenariats en appui au PDDAA. [http://www.caadp.net/pdf/CAADP_brochure2_no_marks%20\(2\).pdf](http://www.caadp.net/pdf/CAADP_brochure2_no_marks%20(2).pdf)
- ⁱⁱ Bulletin IDS (2013), 44.4 Sujet spécial: La Chine et le Brésil dans l'agriculture africaine; www.future-agricultures.org
- ⁱⁱⁱ Scoones, I., Cabral, L. et Tugendhat, H. (2013), «Nouvelles rencontres de développement: la Chine et le Brésil dans l'agriculture africaine», *Bulletin IDS* 44.4 1-19.
- ^{iv} Power, M., Mohan, G. et Tan-Mullins, M. (2012), *La diplomatie des ressources conduite par la Chine en Afrique: moteur du développement?*, Londres, Palgrave Macmillan.
- ^v Les prêts accordés par la Banque chinoise d'import-export à l'Afrique subsaharienne ont été estimés à 67 milliards USD (2001–2010), soit un montant total supérieur à celui octroyé par la Banque mondiale.
- ^{vi} La valeur de l'aide accordée par la Chine à l'Afrique n'est pas publiée. L'État chinois avait déjà soutenu 221 projets agricoles dans d'autres pays en développement en 2009. Gouvernement chinois (2011) «Aide de la Chine à l'étranger», Bureau d'information du Conseil d'État, Pékin.
- ^{vii} Comme Minoble au Zimbabwe.
- ^{viii} Chichava, S., Duran, J., Cabral, L., Shankland, A., Buckley, L., Lixia, T. et Zue, T. (2013) «Le Brésil et la Chine dans l'agriculture du Mozambique: avis recueillis sur le terrain», *Bulletin IDS* 44.4 101-115.
- ^{ix} Interview d'un agriculteur local de Xai-Xai (Chichava et al., 2013).
- ^x Amanor, K. (2013), «Développer le secteur agroalimentaire: la Chine et le Brésil dans l'agriculture ghanéenne», *Bulletin IDS* 44.4 80-90.
- ^{xi} L'utilisation d'herbicide est encouragée par l'Embrapa en tant que technologie agricole sobre en carbone et à travail réduit, dans le cadre d'une version réduite du programme ProSavana. Toutefois, les pratiques agricoles à travail réduit n'ont pas encore été adoptées au Ghana.
- ^{xii} Mukwera, L. (2013), «Reviver l'agriculture du Zimbabwe: le rôle de la Chine et du Brésil», *Bulletin IDS* 44.4 116-126
- ^{xiii} Alemu, D. et Scoones, I. (2013), «Négocié de nouvelles relations: comment l'État éthiopien associe la Chine et

le Brésil à son agriculture et à son développement rural»,
Bulletin IDS 44.4 91-100.

xiv Concepts et procédures adaptés de Hammer, M. et Champy, J. (1993) *Restructurer l'entreprise: un manifeste pour la révolution des affaires*, Londres, Harper Collins, et Davenport,

T. (1993) *Innovation des processus: restructurer le travail par les technologies de l'information*, Boston, Harvard Business School Press.

Remerciements:

Ce Point Info a été écrit par **Kate Wellard Dyer** du **Consortium de Futures Agricultures**. Les éditeurs de la série sont **Beatrice Ouma** et **Elaine Mercer**. Pour plus d'informations sur cette série de Points Infos consultez: www.future-agricultures.org

Le Consortium de Futures Agricultures a pour objectif d'encourager un débat critique et un dialogue politique sur l'avenir de l'agriculture en Afrique. Le Consortium est un partenariat entre des organisations de recherche à travers l'Afrique et au R-U. Le secrétariat du Consortium des Futures Agricultures à l'université de Sussex, Brighton BN1 9RE UKT +44 (0) 1273 915670 E info@future-agricultures.org

Les lecteurs sont encouragés à citer ou reproduire les textes des points infos de Futures Agricultures dans leurs propres publications. En retour, le Consortium de Futures Agricultures demande la reconnaissance qui lui est due et une copie de la publication.

Funded By



Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles du gouvernement britannique.